



OBSERVATOIRE
de la Turquie et de
son environnement
géopolitique

LA TURQUIE ET LES BRICS+ UN EXERCICE GÉOSTRATÉGIQUE COMPLIQUÉ

Selin Gücüm / Stratégiste politique,
Machina Creative Thinking Office (Istanbul)

Octobre 2024



PRÉSENTATION DE L'AUTRICE



Selin Gücüm / Stratégiste politique, Machina Creative
Thinking Office (Istanbul)

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Sous la direction de **Didier Billion**, directeur adjoint de l'IRIS, l'Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique se propose de contribuer à une meilleure compréhension des évolutions politiques, sociales, économiques, culturelles et géopolitiques de la Turquie contemporaine.

Inscrit dans le cadre du Programme Moyen-Orient / Afrique du Nord de l'IRIS, l'Observatoire de la Turquie et de son environnement géopolitique se veut un vecteur du nécessaire débats d'idées concernant ce pays. Soucieux de créer des synergies, l'Observatoire a d'ores et déjà acté des partenariats avec le Centre de recherche économique et social (BETAM) de l'Université de Bahçesehir d'Istanbul et avec le Club du Millénaire, association de réflexion créée à l'initiative d'étudiants d'universités françaises et étrangères.



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de décrypter et de mettre en perspective des réalité politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

À la suite de l'intention non officielle de la Turquie de candidater à l'adhésion aux BRICS+, les réactions se sont multipliées. Iouri Ouchakov, conseiller du président russe, a confirmé que la demande serait examinée et que Recep Tayyip Erdoğan participerait au sommet des BRICS à Kazan du 22 au 24 octobre. Du côté turc, Ömer Çelik, porte-parole du Parti de la justice et du développement (AKP), a déclaré que « le processus est en cours ». Cette demande, première d'un pays membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), a alimenté les craintes d'un rapprochement vers un club perçu comme plus autoritaire ainsi que la perte d'un allié traditionnel de l'Occident.

Les BRICS+, initialement un groupe informel, sont devenus une organisation intergouvernementale en 2009, avec pour membres fondateurs le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, rejoints par l'Afrique du Sud en 2011. Leur poids économique et politique a pris de l'importance, en rivalité avec l'Occident. Avec l'admission de l'Arabie saoudite, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Éthiopie et de l'Iran dès 2024, le groupe représente désormais 46 % de la population mondiale et environ 36 % du PIB mondial¹. En termes de PIB en parité de pouvoir d'achat, les BRICS+ pèsent 31 %² de l'économie globale, illustrant leur dynamisme. Si l'économie reste centrale, les enjeux politiques et géopolitiques sont cruciaux. Le groupe réclame une gouvernance mondiale plus équitable et un monde polyphonique sur le plan des valeurs.

POURQUOI LA CANDIDATURE ?

Cette candidature est étroitement liée à la politique étrangère et de sécurité menée par la Turquie au cours des dix ou quinze dernières années, qui vise principalement à assurer une autonomie stratégique en tant que puissance régionale. Cette démarche s'inscrit donc dans la stratégie d'Ankara qui cherche à développer une politique étrangère multidimensionnelle et multilatérale. Dans un monde devenu multipolaire et multiacteur depuis près de deux décennies, la Turquie souhaite élargir ses options et diversifier ses alliances.

Ce choix est surtout lié à la détérioration des relations entre la Turquie et les acteurs occidentaux au cours de la dernière décennie. Le processus de candidature à l'Union européenne (UE) a été fortement ébranlé durant cette période. Aucun chapitre des négociations n'a été ouvert depuis 2016, et le processus d'adhésion s'est *de facto* arrêté en

¹ Thomas Glauben, Ivan Duric, « BRICS: World Heavyweight in Agricultural Trade », *Intereconomics*, 59(3), pp. 160–166 (2024). Disponible à : <https://www.intereconomics.eu/contents/year/2024/number/3/article/brics-world-heavyweight-in-agricultural-trade.html>

² Amandine Afota, Valentin Burban, Pavel Diev, Fabio Grieco, Théo Iberrakene, Karine Ishii, Margarita Lopez-Forero, Quentin Paul, Franck Sammeth, Cécile Valadier, « Élargissement des BRICS : quelles conséquences potentielles pour l'économie mondiale ? », Banque de France (9 janvier 2024). Disponible à : <https://www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/publications/elargissement-des-brics-quelles-consequences-potentielles-pour-leconomie-mondiale>

2019. Bien que le ministre des Affaires étrangères Hakan Fidan ait assisté à une réunion informelle avec ses homologues de l'UE à Bruxelles le 29 août 2024, l'avenir de la candidature de la Turquie reste incertain. De plus, les demandes de la Turquie concernant l'actualisation de l'union douanière et la libéralisation des visas sont toujours en suspens. Ni l'UE ni la Turquie ne montrent le même enthousiasme qu'en 2005.

Une situation similaire prévaut dans les relations turco-américaines, marquées par de nombreux désaccords ces dernières années. Bien que les États-Unis soient le principal allié de la Turquie sur le plan sécuritaire depuis son adhésion à l'OTAN en 1952, les deux pays se sont opposés sur des questions comme le conflit en Syrie ou la Méditerranée orientale. L'attitude complexe de la Turquie envers la Russie dans le cadre de la guerre en Ukraine, le dossier de l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN, ainsi que l'achat des missiles russes S-400 par la Turquie ont exacerbé les tensions entre les deux alliés.

Tous ces désaccords ont poussé la Turquie à diversifier ses partenariats et à rechercher des alternatives non occidentales. Cependant, il ne faut pas en conclure que la Turquie renonce définitivement à ses partenaires européens et états-uniens. La Turquie maintient des liens économiques et financiers très forts avec l'Occident, comme cela sera détaillé plus bas. De plus, l'OTAN reste une garantie de sécurité cruciale pour la Turquie, et malgré le développement significatif de son industrie de défense, une coopération militaire stratégique sérieuse avec les États-Unis et l'OTAN perdure.

Ainsi, la candidature de la Turquie aux BRICS+ ne constitue pas une rupture géopolitique ou géostratégique avec l'Occident, mais reflète plutôt les efforts d'Ankara pour diversifier ses options géoéconomiques et géopolitiques. Il convient de voir cela comme une diversification géopolitique plutôt que comme un changement radical d'orientation.

LES ENJEUX ÉCONOMIQUES

L'argument économique est sans aucun doute un facteur clé dans l'intérêt de la Turquie à rejoindre les BRICS+, car elle cherche à diversifier ses relations commerciales et ses investissements à un moment où l'économie mondiale s'oriente de plus en plus vers les pays non occidentaux. Le volume des échanges entre la Turquie et les BRICS+ (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) est passé de 74,3 milliards de dollars en 2013 à 121,3 milliards en 2023, la Russie et la Chine représentant la part majoritaire de ce commerce. En 2023, ces deux pays représentaient 87 % du commerce Turquie-BRICS+, avec un volume d'échanges entre la

Turquie, la Russie et la Chine atteignant 105 milliards de dollars, soit 17 % du commerce extérieur de la Turquie³.

La Russie reste un partenaire économique crucial pour la Turquie, en tant que principal fournisseur d'énergie, dont cette dernière est largement dépendante. En outre, la Turquie collabore avec la Russie pour la construction de son premier réacteur nucléaire, et depuis 1987, les entreprises de constructions turques ont réalisé des projets en Russie pour une valeur totale d'environ 102 milliards de dollars⁴.

Parallèlement, la Turquie renforce ses liens économiques avec la Chine, notamment en attirant des investissements dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications et des technologies vertes. Le constructeur chinois BYD a récemment signé un accord pour ouvrir une usine d'une valeur d'un milliard de dollars en Turquie. En 2022, le ministère turc du Commerce a lancé la « stratégie des pays lointains », visant à quadrupler les échanges commerciaux avec des économies éloignées, dont la Chine, le Brésil et l'Inde⁵.

Cependant, non seulement la Russie et la Chine représentent la majorité écrasante du commerce entre la Turquie et les BRICS+, mais les liens économiques de la Turquie avec ces deux pays sont très asymétriques : les exportations turques ne représentent que 15,7 %⁶ de ses importations. Cet équilibre sera difficile à inverser pour la Turquie, car ce déséquilibre résulte de facteurs structurels. La structure de production turque peine à fabriquer des produits compétitifs sur un marché comme celui de la Chine. En 2023, les exportations totales de la Turquie vers la Chine s'élevaient à 4,5 milliards de dollars⁷, tandis que ses importations en provenance de Chine atteignaient environ 40 milliards de dollars⁸. En comparaison, la même année, les exportations de la Turquie vers l'UE ont atteint 104 milliards de dollars, avec des importations s'élevant à 122 milliards de dollars⁹.

³ Mustafa Kutlay, « Why Does Turkey Want to Join BRICS and What Will the Trade-Offs Be? », *LSE Blogs*, (20 septembre 2024). Disponible à : <https://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2024/09/20/why-does-turkey-want-to-join-brics-and-what-will-the-trade-offs-be>

⁴ République de Turquie, « RF Ülke Raporu. Ticaret Bakanlığı. » (2024). <https://ticaret.gov.tr/data/5bcc5d4813b876034cfece26/RF%20%C3%9Clike%20Raporu%202024.pdf>

⁵ République de Turquie, « UUS Raporu. Ticaret Bakanlığı. » (2024). https://ticaret.gov.tr/data/62c696dd13b876ae383fd792/uus_rapor.pdf

⁶ Mustafa Kutlay, « Why Does Turkey Want to Join BRICS and What Will the Trade-Offs Be? », *LSE Blogs*, (20 septembre 2024). Disponible à : <https://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2024/09/20/why-does-turkey-want-to-join-brics-and-what-will-the-trade-offs-be>

⁷ « China Imports from Turkey », *Trading Economics*(2024). <https://tradingeconomics.com/china/imports/turkey>

⁸ « China Exports to Turkey », *Trading Economics* (2024). Disponible à : <https://tradingeconomics.com/china/imports/turkey>

⁹ Commission européenne, « Türkiye EU trade relations with Türkiye. Facts, figures and latest developments ». *Politique commerciale de l'UE* (2024). https://policy.trade.ec.europa.eu/eu-trade-relationships-country-and-region/countries-and-regions/turkiye_en

De plus, ces chiffres sont à relativiser, car en 2023, le total des échanges commerciaux entre la Turquie et les BRICS+ ne représentait qu'environ 60 % du total des échanges entre la Turquie et l'UE¹⁰. Les relations commerciales entre la Turquie et l'UE sont davantage caractérisées par l'interdépendance, puisque presque 41 % des exportations turques sont destinées au bloc européen¹¹. Ainsi, il faut souligner que le principal partenaire commercial de la Turquie reste l'UE.

Un autre défi se pose si la Turquie rejoint les BRICS, le système financier turc est fortement intégré au système financier dominé par les puissances occidentales. Ainsi, près de 60 % des investissements directs étrangers entrants proviennent de l'UE entre 2002 et 2023¹². En analysant les flux d'investissements, la plupart des capitaux étrangers investis en Turquie depuis 2002 proviennent des pays occidentaux, avec 59 % provenant de l'Union européenne, tandis que les pays du BRICS+ ne figurent pas parmi les premières positions de la liste¹³. Au cours du mois de juillet 2024, 70 % des investissements internationaux en Turquie provenaient de l'UE, et 12 % des États-Unis¹⁴, ce qui signifie que 82 % des investissements étaient d'origine occidentale. Pour un pays comme la Turquie, qui dépend des capitaux étrangers pour financer sa croissance, d'autant plus que son économie traverse une période difficile, cela représente un défi à son adhésion à une organisation comme les BRICS+, dont l'un des objectifs est de réduire l'hégémonie financière de l'Occident. De plus, en 2022, 94 % du commerce extérieur de la Turquie (importations et exportations) était libellé en dollars américains et en euros¹⁵.

UNE STRATÉGIE SOPHISTIQUÉE

La demande d'adhésion de la Turquie nécessite une stratégie sophistiquée de la part d'Ankara pour renforcer ses relations économiques avec les BRICS+ sans compromettre ses liens bien ancrés avec l'Occident. Pour l'instant, l'approche d'Ankara est de considérer les BRICS+ comme un partenaire complémentaire, et non comme un substitut à ses partenaires occidentaux. Comme l'a affirmé le président Erdoğan en juillet : « Nous ne considérons pas les BRICS+ comme une alternative à toute autre structure ». Néanmoins, en cas d'adhésion, la Turquie

¹⁰ Mustafa Kutlay, « Why Does Turkey Want to Join BRICS and What Will the Trade-Offs Be? », *LSE Blogs*, (20 septembre 2024). <https://blogs.lse.ac.uk/europpblog/2024/09/20/why-does-turkey-want-to-join-brics-and-what-will-the-trade-offs-be>

¹¹ République de Turquie, « Relations commerciales de la Turquie avec l'UE-27 ». *Ticaret Bakanlığı* (2023). Disponible à : <https://ticaret.gov.tr/haberler/2023-yilinda-cumhuriyet-tarihimizin-ihracat-rekorunu-kirdik>

¹² « Rapport UDY Juin 2024 ». *YASED* (2024). <https://yased-api.yased.org.tr/Uploads/Reports/YASED-Rakamlarla-UDY-Haziran-2024.pdf>

¹³ Abdulselam Durdak. « Turkey Received \$1.18 Billion in International Direct Investment in July », *Anadolu Ajansı* (12 septembre 2024). <https://www.aa.com.tr/tr/ekonomi/turkiyeve-temmuzda-1-milyar-180-milyon-dolar-degerinde-uluslararası-dogrudan-yatirim-geldi/3328423>

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Mustafa Kutlay, H. Emrah Karaoğuz, « Development and Foreign Policy in Turkey: Rethinking Interconnectedness in a Multipolar World ». *Springer* (2023). <https://link.springer.com/book/10.1007/978-3-031-12116-6>

sera probablement confrontée à des compromis délicats pour équilibrer son alliance de longue date avec l'Occident et son nouveau partenariat avec le groupe des BRICS+. Si l'adhésion aux BRICS+ se concrétise, la grande question sera de savoir s'il sera possible de concevoir un cadre institutionnel qui convienne à toutes les parties.

L'ENJEU POLITIQUE

Une étude du Fonds monétaire international (FMI) souligne que la proximité politique, plutôt que la proximité géographique, joue désormais un rôle plus important dans les décisions d'investissement direct des pays développés¹⁶. Dans le contexte actuel de risques géopolitiques accrus, les entreprises orientent leurs investissements vers des pays qui partagent des affinités politiques. Dans cette dynamique, les relations économiques se concentrent de plus en plus entre des nations politiquement proches.

Bien que le gouvernement actuel en Turquie ait adopté une rhétorique politique plaçant l'Occident et le « Sud global » sur un pied d'égalité, la réalité est bien différente. Malgré les désaccords et les difficultés, la Turquie est fortement intégrée dans un cadre institutionnel centré sur l'Occident. Comme mentionné précédemment, sur le plan sécuritaire, la Turquie est numériquement la deuxième armée de l'OTAN, son système juridique est influencé par le Conseil de l'Europe et le processus d'adhésion à l'UE, et son économie est profondément liée à l'Union européenne. Les choix politiques et économiques du pays depuis 1923, et plus encore après 1945, ont façonné son statut actuel et ses relations avec l'Occident.

UNE GÉOSTRATÉGIE COMPLEXE

D'un point de vue géostratégique, même si l'expansion récente des BRICS+, avec l'addition de l'Iran, de l'Égypte, de l'Éthiopie, des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite, a renforcé la portée mondiale et la valeur géopolitique du groupe pour la Turquie, le coût d'une telle adhésion serait également considérable. Au-delà de ses liens institutionnels avec l'alliance occidentale, le point de référence géostratégique et normatif de la Turquie reste l'Occident.

Par ailleurs, la Turquie a autant de désaccords avec la Russie qu'avec ses alliés occidentaux. Les deux pays s'opposent dans le conflit syrien, tout comme en Libye. Concernant la guerre en Ukraine, bien qu'Ankara maintienne des canaux de communication ouverts avec Moscou et conserve des liens économiques en offrant à la Russie un accès crucial au commerce mondial,

¹⁶ Fonds monétaire international, « Cold War II? Preserving Economic Cooperation Amid Geoeconomic Fragmentation ». *Rapport FMI* (2023). <https://www.imf.org/en/News/Articles/2023/12/11/sp121123-cold-war-ii-preserving-economic-cooperation-amid-geoeconomic-fragmentation>

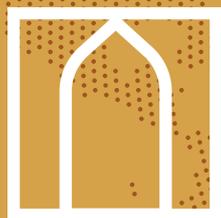
aux marchés et à l'espace aérien, la Turquie soutient militairement l'Ukraine, notamment en lui fournissant du matériel de défense et d'attaque essentiel, comme les drones Bayraktar.

Certaines approches examinent cette question sous l'angle des valeurs, d'autant plus que les principes démocratiques ont connu une érosion considérable au cours de la dernière décennie en Turquie. Toutefois, des études montrent que 65 % des Turcs estiment que les règles et principes internationaux (établis après 1945 par les pays occidentaux) représentent les valeurs et les besoins de la plupart des pays du monde¹⁷.

Pour conclure, la candidature de la Turquie aux BRICS+ reflète une stratégie de diversification géopolitique et économique plutôt qu'une rupture avec l'Occident. Bien qu'Ankara cherche à élargir ses alliances et à renforcer ses relations avec des pays non occidentaux, notamment en raison des tensions avec l'UE et les États-Unis, ses liens économiques, financiers et institutionnels avec l'Occident restent très forts. La Turquie doit manœuvrer avec soin pour éviter de compromettre ses relations avec ses partenaires occidentaux tout en explorant de nouvelles opportunités au sein des BRICS+. L'enjeu pour Ankara est de trouver un équilibre entre ces deux axes, dans un monde de plus en plus multipolaire.

¹⁷ Conférence de sécurité de Munich, « Standard Deviation: Views on Western Double Standards and the Value of International Rules », *Munich Security Brief* (septembre 2024).
https://securityconference.org/assets/02_Dokumente/01_Publikationen/2024/MunichSecurityBrief_1_2024_Standard_Deviation.pdf

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.